

Direction des Actions Interministérielles
Poste : 66 36 43 07
Réf. n° 198/DACI/BENV/AF/IM 26.8.93
Dossier suivi par :
Mlle Filali

Nîmes, le 31 AOUT 1993

ARRETE 931202013

**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER
le captage de Pignan
appartenant au Syndicat d'AEP du Moyen Rhony,
ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
le prélèvement d'eau et les périmètres de protection**

**LE PREFET DU GARD,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique,

VU l'article 113 du Code rural sur la dérivation des eaux non domaniales,

VU la Loi 66.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution, et notamment ses articles 2, 3 et 6, le décret n° 73.218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 de ladite loi,

VU la Loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article L.20 du code de santé publique,

VU le décret 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la Loi 64.1245,

VU le décret 76.432 du 14 mai 1976, modifiant le décret 59.701 du 6 juin 1959, portant règlement d'administration publique, relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier, à l'arrêté de cessibilité, et à diverses dispositions pour l'application du titre III de la Loi 75.1328 du 31 décembre 1975,

VU le décret 77.392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le décret 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, et les décrets 90.330 du 30 avril 1990 et 91.257 du 7 mars 1991, le modifiant,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la Loi 92.3 du 3 janvier sur l'eau,

VU le décret n° 61.987 du 24 août 1961 relatif au conseil supérieur d'hygiène publique en France,

VU le règlement sanitaire départemental promulgué par l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1983,

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par le décret 89.3 et ses modificatifs,

VU l'arrêté du 20 novembre 1979 fixant les conditions techniques générales auxquelles sont subordonnées les autorisations délivrées en application du décret n° 73.218 du 23 février 1973 et notamment son article 13 qu'abroge l'arrêté du 13 mai 1975,

VU l'arrêté préfectoral 91.02383 du 23 décembre 1991 définissant le programme de contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine,

VU la délibération en date du 30 mars 1992 par laquelle le syndicat d'AEP Moyen Rhony demande l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du captage de Pignan situé sur le territoire de la commune de Mus,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, en date de septembre 1991,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 5 mars 1992,

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 16 juin 1992 au 30 juin 1992, conformément à l'arrêté préfectoral n° 92/01142 du 1er juin 1992 dans les communes de Mus et Codognan,

VU l'avis du Commissaire-enquêteur, en date du 30 juin 1992,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Gard,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet de l'Arrêté

Le présent arrêté concerne un captage d'eau destinée à la consommation humaine, réalisé par le Syndicat d'AEP du Moyen Rhony, maître d'ouvrage, sur le territoire de la commune de Mus, au lieu-dit "Pignan" parcelles n° 163 et 165 section B1, implanté aux coordonnées LAMBERT X = 770,96, Y = 3 160,72

Article 2 : Conditions de l'autorisation

Le maître d'ouvrage est autorisé à dériver les eaux souterraines, et à les utiliser pour la consommation humaine, dans les conditions ci-après :

- volume maximum : 1 200 m³ par jour,
- débit maximum : 60 m³ par heure
- respect des règles générales arrêtées dans les réglementations visées ci-dessus en ce qui concerne la réalisation des réseaux, leur entretien et le contrôle de la qualité de l'eau,
- acquisition des terrains et des servitudes nécessaires pour réaliser les ouvrages et assurer leur protection,
- l'eau sera traitée par un dispositif permettant d'obtenir en permanence une eau conforme aux normes,
- au cas où la salubrité, l'alimentation publique ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises sur les travaux, le maître d'ouvrage devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront définies par le Service chargé de la Police des Eaux,
- le maître d'ouvrage devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causé par la dérivation des eaux,
- les ouvrages de captage seront réalisés et entretenus conformément aux dispositions définies au rapport géologique de janvier 1991 visé ci-dessus,
- la qualité de l'eau sera contrôlée par des prélèvements périodiques, conformément aux dispositions des décrets 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, 90.330 du 30 avril 1990 et 91.257 du 7 mars 1991 et de l'arrêté préfectoral 7.91.02383 du 23 décembre 1991.

Article 3 : Périmètres de protection

3.0. La création des périmètres de protection immédiate et rapprochée est déclarée d'utilité publique.

3.1. Périmètre de protection immédiate

Il sera reconstitué par les parcelles n° 163 et 165, section B1 du plan cadastral de la commune de Mus.

Ce terrain sera acquis en pleine propriété par le Syndicat d'AEP du Moyen Rhony.

Il sera entouré d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2 mètres fermée par un portillon cadenassé.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien et à l'exploitation du captage y seront interdites.

Le terrain sera nivelé, avec une légère pente permettant d'éviter la stagnation de l'eau.

Dispositions particulières relatives à l'aménagement des ouvrages :

- la partie extérieure des tubages devra dépasser de la surface du sol d'une hauteur supérieure à celle des plus hautes eaux susceptibles de submerger les abords de l'ouvrage sans pouvoir être inférieur à 0,50 mètres,

- la tête des forages sera protégée par un abri couvert, fermé par une porte verrouillable ; il sera conçu de manière à permettre la manutention des pompes,

- le plancher de l'abri sera reconstitué par une dalle en béton étanche comportant une pente permettant l'évacuation rapide des eaux vers l'extérieur ; cette dalle ne doit pas être établie à une cote inférieure à la cote moyenne du sol environnant l'abri,

- si nécessaire, on installera autour de l'abri un dispositif de drainage des eaux de ruissellement afin qu'elles ne puissent l'envahir,

- le raccord entre la dalle du plancher et le tube du forage sera muni d'un joint étanche,

- les forages non exploités ou les piézomètres seront équipés de la même façon ou seront rebouchés.

3.2. Périmètre de protection rapprochée:

3.2.1. Définition

Il sera constitué comme indiqué sur le plan cadastral au 1/3750^e joint en annexe 1. Il comportera les parcelles situées sur les territoires des communes de Mus et de Codognan, dont la liste figure sur les annexes 2.A et 2.B du présent arrêté.

3.2.2. Activités interdites ou réglementées

Dans ce périmètre, seront interdits :

- l'exploitation de carrières ou de gravières,

- l'ouverture et/ou le remblaiement de fouilles et excavations d'une profondeur supérieure à 2 mètres,

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,

- les dépôts de déchets inertes ou de ruines,

- les stockages d'hydrocarbures d'un volume supérieur à 5 000 litres,

- les stockages d'eaux usées industrielles ou domestiques,

- les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de cimetières,
- la construction de bâtiments à usage industriel présentant un risque pour la nappe,
- les rejets d'eaux industrielles,
- les rejets d'assainissements collectifs,
- l'installation de stations d'épurations,
- l'installation de dispositifs d'assainissement autonome d'une capacité supérieure à 10 équivalents/habitants,
- l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques, de vinasses.

SERONT OBLIGATOIREMENT SOUMIS POUR AVIS AUX SERVICES DE L'ETAT, chargés de l'application des règles et, le cas échéant, de la Police des Eaux :

- la réalisation de forages et puits,
- la construction de voies de communication et fossés, ainsi que la modification de leur tracé et de leurs conditions d'utilisation,
- la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public, de bâtiments industriels (activités non polluantes), de bâtiments agricoles, de maisons individuelles,
- le rejet de collecteurs d'eaux pluviales.

Dispositions complémentaires :

La densité des habitations individuelles ne devra pas dépasser 2 unités à l'hectare, la superficie minimale des parcelles constructibles étant par ailleurs fixée à 3 000 m².

Toute demande de permis de construire sera obligatoirement soumise au Service de l'Etat chargé de l'application des règles d'hygiène.

Les réservoirs d'hydrocarbures liquides d'une capacité inférieure à 5 000 litres seront disposés sur un socle à claire voie permettant de détecter une fuite éventuelle.

Il sera procédé à un recensement préalable des puits et forages afin d'établir la situation du secteur avant l'entrée en vigueur de la DUP.

A l'exception des piézomètres de surface de la nappe, aucun forage, aucun puits ne sera autorisé à moins de 50 mètres de la limite du périmètre de protection immédiate;

Au-delà de cette distance, les puits ou forages existants ou à créer seront équipés d'un dispositif interdisant la pénétration de substances polluantes, ainsi que le retour d'eaux en provenance de bassins ou de canalisations en connection avec l'ouvrage.

Le CD n° 1 sera bordé de fossés étanches s'étendant à 50 mètres au nord et au sud des limites du périmètre de protection immédiate.

3.2.3. Modalités d'application

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations décrites à l'article 3.2. dans un délai maximal de un an. Postérieurement à la notification du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en précisant :

- les caractéristiques de son projet, et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, les dispositions prévues par le pétitionnaire seront réputées admises.

3.3 Périmètre de protection éloignée

Il s'étendra sur l'ensemble de la zone figurant dans la carte au 1/6500^e figurant dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Prescriptions complémentaires :

Afin d'éviter la concentration des nuisances à l'intérieur de ce périmètre, la superficie minimale des parcelles constructibles sera fixée à 1 500 m².

Toute demande de permis de construire sera obligatoirement soumise aux services de l'Etat chargé de l'application des règles d'hygiène.

Les réservoirs d'hydrocarbures liquides d'une capacité inférieure à 5 000 litres seront disposés sur un socle à claire voie permettant de détecter une fuite éventuelle.

Article 4 : Procédures

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques, dans un délai de 2 mois.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le maître d'ouvrage est chargé d'effectuer ces formalités.

L'arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département du Gard.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Les Maires des communes de Codognan et Mus,
Le Président du Syndicat d'AEP du Moyen Rhony,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
Le Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

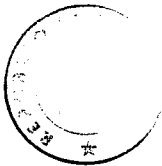
LE PREFET



Roland HODEL

POUR AMPLIATION

Le Secrétaire Général


Cécile DAYRAL



SYNDICAT A.E.P. DU MOYEN-RHONY. CAPTAGE DE PIGNAN (COMM. DE MUS)

PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Ech. 1/3750.

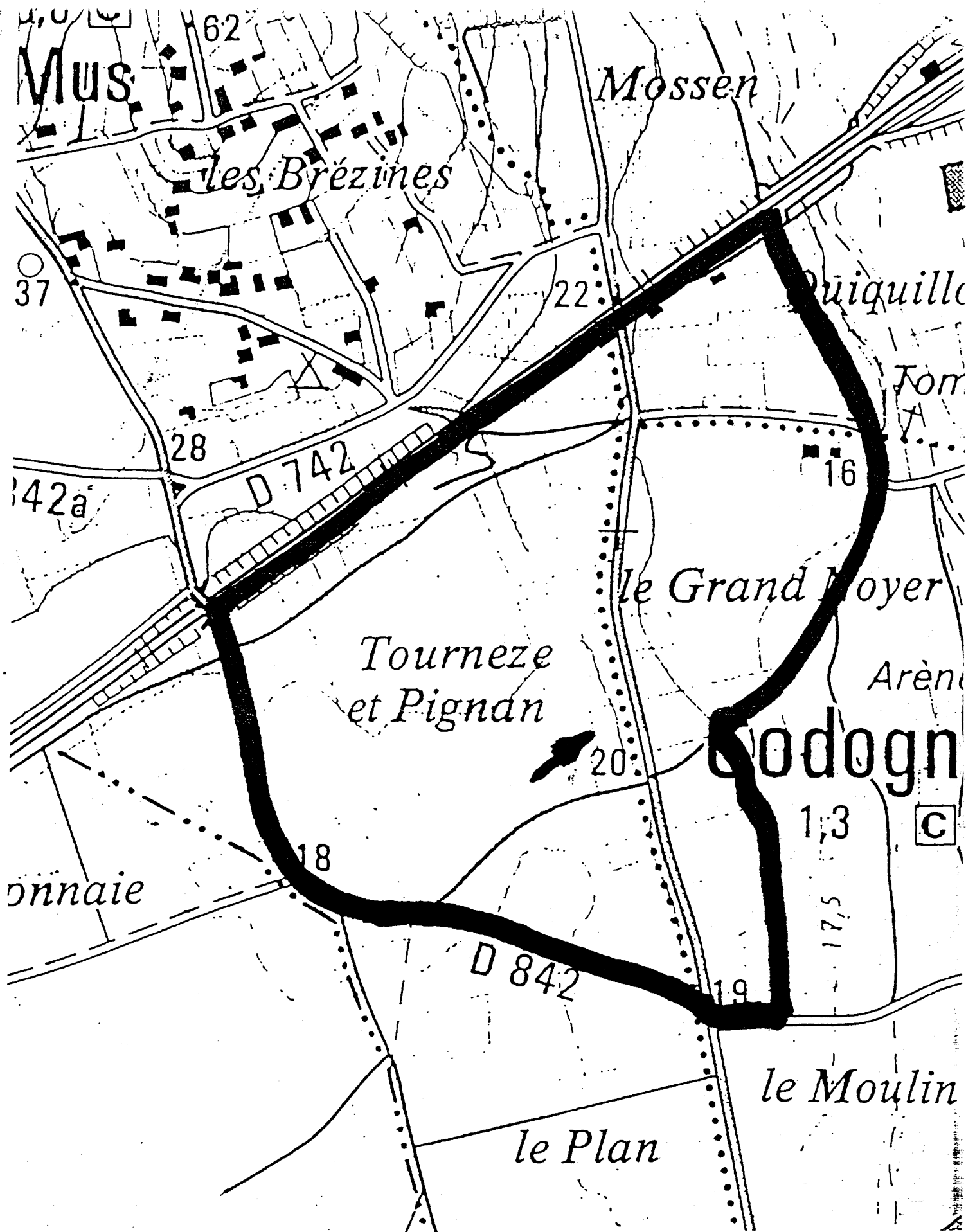
ANNEXE 2A

LISTE DES PARCELLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE MUS

B 131	Mme LAUPIE Renée 178. av. des Garrigues 30310 VERGEZE
B 133 - 134 - 135	Mr ROTH Ernest Place du 11 novembre 30121 MUS
B 136 - 159 - 160 - 161 162 - 166 - 167 - 168 169 - 170	Mr COSTE Maurice 30121 MUS
B 137 - 153 - 154	Groupement foncier La garrigue Chez Monsieur FABRE Jacques 30121 MUS
B 138	Sté Gle des grandes sources d'eaux 18. rue de courcelle 75018 PARIS
B 139 - 151	Mr CERVILLA Marcel H. L. M. Le Vaunagol 30310 VERGEZE
B 140 - 141 163 - 165	RIEUTORD Jacqueline 30121 MUS
B 144	BENOIT Giles 7. rue Louise Thuliez 75019 PARIS
B 142 - 143	Mme GIRAN Marguerite 30121 MUS
B 145 - 148 - 149 - 150	Mr GORLIER Gérard 30121 MUS
B 146 - 147	idem
B 152	Mr BARNAVOL Jean-Claude 30121 MUS
B 155	Mr BARNAVOL Henri 30920 CODOGNAN
B 156 - 157	M ^{lle} ZARZOSO Henriette Rue de Vergèze . 30920 CODOGNAN
B 158	Mr GEBELIN René 305. rue de Vergèze 30920 CODOGNAN
B 164	Mr ESTAVONE Henri 18. VC Qu de la Fontaine 30000 NIMES
B 171	Mr et Mme TASSELI Pierre 145 Place de la République 30920 CODOGNAN
B 172	Mr HUGUES Edmond 214. route nationale 30920 CODOGNAN
B 173	Mr RIEUTORD Pierre 30121 MUS
B 174	Mr TASSELI Pierre 145. Pl de la république 30920 CODOGNAN

LISTE DES PARCELLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE CODOGNAN

366 ISSOGLIO Claude - CODOGNAN
365 NURIS Claude "
364 " "
363 GOGUET-CHAPUIS et GIRAN - MUS
362 DAUMAS Marc - CODOGNAN
361 " "
360 " "
359 " "
358 " "
356 BLANQUIN Linda - SAINT-GILLES
355 DAUMAS Marc - CODOGNAN
354 " "
353 " "
352 ALBEROLA/CERVILLA Vicenta - VERGEZE
351 RIEUTORD Samuel (succession) SAINT-GILLES
350 BENOIT Pierre - CODOGNAN
349 ALBEROLA/CERVILLA Vicenta - VERGEZE
342 DUMAS Albert (succession) "
339 GOGUET-CHAPUIS/GIRAN - MUS
646 FABRIGOULE/BENOIT Eliette, BENOIT Daisy, BENOIT William - CODOGNAN
647 GOGUET-CHAPUIS/GIRAN - MUS
675 DAUMAS Marc - CODOGNAN
676 " "



ANNEXE 3

SYNDICAT A.E.P. DU MOYEN-RHONY. CAPTAGE DE PIGNAN (COMM. DE MUS)

PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE. Voir flèche. Ech. 1/6500.